

LE PLANNING FAMILIAL...

ENTRETIEN AVEC LA DOCTORESSE LAGROUA WEILL-HALLÉ, PRÉSIDENTE DU PLANNING FAMILIAL...

- Allo! La doctoresse Lagroua Weill-Hallé?

- C'est moi-même...

Une voix jeune du bout du fil me répond et lorsque je lui fais part du désir qu'aurait *le Monde libertaire* d'obtenir d'elle une interview: «*Voilà une excellente idée!*» me répond-elle, et de la meilleure grâce, elle me fixe un rendez-vous.

Là, un accueil tout aussi cordial m'attendait et j'ai pu, au-delà même de l'horaire que nous avions fixé, poser les questions essentielles qu'imposait l'étude d'un pareil problème.

Je n'ai pas ici à apporter de conclusions, à approuver ou à désapprouver les prises de position de la doctoresse Lagroua Weill-Hallé, mais à rendre compte avec une totale objectivité des questions que je lui ai posées et des réponses que j'en ai obtenues.

Il appartiendra au lecteur de juger de la valeur ou de l'insuffisance des unes et des autres.

Elles auront tout au moins permis de préciser ce qu'est le *Planning familial*, dans quelle mesure les anarchistes peuvent être en concordance avec ses vues, et d'apporter quelques lumières sur les divergences qui nous séparent, tant sur le plan idéologique que dans le choix des méthodes employées.

M. L. - Si vous le voulez bien, nous séparerons cette interview en deux parties, la première consacrée à l'idéologie de votre mouvement, la seconde à sa structure. Sur le premier point, la question qui se pose et qui s'impose avant toute autre, est la raison même qui vous a poussé à créer le *Planning familial*.

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - A l'origine, je n'avais envisagé le problème que sous l'angle médical, puis avec l'expérience et le temps, une évolution (ou plus exactement une maturation) de l'idée m'obligea à le considérer sur le plan social.

Devant la carence existant en ce domaine, devant l'isolement des femmes livrées à leur propre cas, et pour qui se pose le dilemme ou d'une naissance non désirée, ou d'une grossesse interrompue, je me rendis compte qu'il importait de mettre un terme à l'impuissance de la société face aux problèmes familiaux.

Ce qui m'orienta résolument dans cette voie fut un voyage, que je fis aux U.S.A., il y a une quinzaine d'années et qui me révéla, avec le planning anglo-saxon, le retard où se trouvait notre pays dans ce domaine.

Un autre élément déterminant fut le rapport que j'eus avec une vieille doctoresse anglaise qui me persuada de créer en France, en dépit du retard et des difficultés où nous nous trouvions, une action concrète et pratique.

M.L. - Vous parlez de difficultés, vous faites allusion, à n'en pas douter, à la loi de 1920. Quelle est votre attitude vis-à-vis d'elle et que comptez-vous faire pour son abrogation?

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Le moins qu'on puisse dire est qu'elle est tombée en désuétude (si tant est qu'elle ait jamais correspondu aux besoins d'une époque) et qu'aujourd'hui, elle ne satisfait plus personne.

Nous avons du reste, au sein du planning familial, un conseil juridique qui élabore un texte qui sera remis aux groupes parlementaires en vue d'abroger, ou du moins de modifier la loi de 1920.

Je dois vous dire que, personnellement, mon opinion a évolué à son sujet.

Je la considérais à l'origine comme la cause du mal, alors que je pense aujourd'hui qu'il réside dans le manque d'information et dans l'ignorance où se trouve la masse, non seulement dans les milieux pauvres et déshérités, mais aussi parmi les «cadres».

M. L. - Mais, ne pensez-vous pas qu'il existe entre l'une et l'autre un lien de cause à effet et qu'une pareille ignorance est l'inéluctable aboutissement d'une loi qui interdit, poursuit et condamne toutes les lumières que l'on risque d'apporter sur la question?

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Je ne veux pas défendre une loi qui gêne tout le monde (et que nous aspirons à voir disparaître ou du moins à la voir remplacée ou modifiée), mais nous pensons que nous y parviendrons, - non par une propagande violente mais par une éducation.

Certes, cette loi est mauvaise, elle ne correspond pas et n'a jamais correspondu aux besoins de l'homme.

Mais pour la combattre, il fallait placer le problème sous son véritable aspect qui ne relève pas d'une agitation sociale, mais qui est d'information et d'éducation.

Le planning familial ne constitue pas une propagande contraceptive qui n'apporterait rien et nous mènerait à une impasse.

M. L. - Cependant, vous fournissez les moyens contraceptifs.

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Oui, nous les fournissons, mais ce n'est pas notre but qui est beaucoup plus vaste: celui d'une croisade éducative qui, nous plaçant dans le domaine de l'éducation sexuelle au lieu de nous voir prêcher en faveur d'une campagne, nous permet d'agir sans subir les rigueurs de la loi.

M. L. - Cependant, combien de propagandistes sont tombés sous ses coups; combien ont payé d'années de prison, la propagande faite, non seulement en faveur de la limitation des naissances, mais simplement de l'éducation sexuelle qui était taxée de pornographie! Faut-il en rappeler la liste depuis Robin jusqu'à Eugène et Jeanne Humbert?

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Certes je n'ignore pas l'immense effort qui a été fait par tous ces précurseurs et j'ai personnellement la plus grande admiration pour le courage dont ont fait montre des personnalités comme le couple Humbert. Mais peut-être ont-ils eu le tort de se placer sur le plan révolutionnaire, d'entreprendre des campagnes en faveur d'idéologies qui ont dressé contre eux toutes les idéologies opposées, et qui les ont placés imprudemment sous le coup de la loi.

M.L. - Mais cette loi de 1920 n'existe pas lors de leur campagne, et c'est précisément devant son succès, et pour y faire obstacle, qu'elle a été votée.

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Naturellement. Du reste les esprits ont évolué et sans doute le *Planning familial* vient-il à son heure. Notre mérite aura été de placer le problème sur un autre plan que celui de la propagande et, de ce fait d'une part de ne pas avoir pris de front une partie de la population, d'autre part d'avoir réalisé notre expérience dans le cadre de la loi.

Ce à quoi nous visons c'est à l'efficacité et à l'extension à tous de connaissances dans le domaine sexuel.

Or, nous avons aujourd'hui quelque 70 centres, tolérés par les *Pouvoirs publics* et recevant un écho favorable dans la population. Si nous sommes parvenus à ce résultat, c'est parce que nous avons posé le problème sur le plan d'une hygiène mentale en envisageant le point de vue médical et scientifique.

En le plaçant dans le domaine purement idéologique, nous n'aurions pas abouti.

M. L. - Je suis heureux de l'hommage que vous rendez à vos devanciers et à la fois surpris de certaines prises de position qui les condamnent: dans un article de votre revue (qui contient d'autre part d'excellentes choses) j'ai été fort étonné de trouver, sous la signature du docteur Dalsace, un paragraphe qui s'oppose violemment à la vasectomie, et plus étonné encore - pour ne pas dire indigné - de voir son auteur assimiler un acte librement choisi par l'intéressé, aux stérilisations à caractère racial ou politique, pratiquées dans des pays totalitaires.

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Naturellement il ne saurait y avoir de rapport entre l'un et d'autre. Mais au seul nom de stérilisation l'on ne peut empêcher que dans les esprits se fasse un rapprochement avec des événements cruels et relativement récents. D'autre part, n'étant pas signataire de l'article, je ne voudrais pas substituer ma pensée à celle du docteur Dalsace, qui seul pourrait vous répondre, mais il me

semble que ce qu'il craint ce sont les pressions, mêmes morales, qui peuvent pousser l'individu à prendre des décisions [...] *mot(s) illisible(s)* [...] sa volonté profonde joue moins que les influences qu'il a subies.

Combien de femmes viennent nous consulter, qui nous disent vouloir limiter leur maternité aux enfants qu'elles ont déjà, ou même qui ne désirent n'en vouloir aucun, et chez lesquelles nous pouvons constater après plusieurs conversations, que ce sont là des mesures désespérées prises dans des moments de panique et qui ne correspondent pas à leur véritable désir.

Le rôle de nos hôtesses est précisément de déceler la volonté profonde des couples qui viennent nous consulter.

Après leur avoir fait peser le pour et le contre, les intéressés maintiendront ou abandonneront leur point de vue initial.

M. L. - Vous craignez les pressions qui peuvent être faites sur les individus, ne considérez-vous pas qu'il y a pression de la part des gouvernants qui disposent - outre de la presse et de la radio - des répressions et des avantages de la loi, pour pousser le monde à une surpopulation?

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Il existe deux domaines que nous nous refusons à confondre. Notre rôle est de satisfaire aux cas personnels après étude de ceux-ci, de permettre la naissance d'enfants désirés auxquels le bonheur matériel et moral est assuré; celui des gouvernants est d'envisager l'intérêt général et d'apporter une solution au problème démographique. Sur ce plan, il leur appartient, selon les circonstances, de pousser à un accroissement ou à une diminution des naissances, en instituant une politique dans ce sens, ce qui est normal.

C'est la raison pour laquelle il se montre contraire aux stérilisations: vasectomie ou ligature des trompes, qui sont des moyens irréversibles, alors que les besoins de la Société comme de l'individu peuvent varier dans le temps.

M. L. - Vous me parlez de deux domaines, qu'il importe de bien diviser. Celui de l'intérêt général et celui de l'intérêt particulier. Mais l'un peut-il être séparé de l'autre? A ce sujet, j'ai pu lire dans votre revue que vous ne vouliez pas envisager le problème sous l'angle démographique. Vous ne visez qu'aux soins de tous ordres dont se trouvera entouré l'enfant qui va naître, mais comment pourra-t-on réaliser cet épanouissement de l'homme futur dans un monde qui n'a pas de quoi le nourrir (et dont les deux tiers sont sous-alimentés) où il n'y a pas de quoi le loger, où il n'y a pas d'écoles pour le recevoir, où il n'y a pas d'hôpitaux pour le soigner (s'il se trouve frappé par la maladie) et où les privilégiés ne parviennent à l'aisance que dans la mesure où le reste de l'humanité est privé de tout.

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Sans doute existe-t-il un rapport entre les cas individuels et la question démographique. Mais de toute façon elles ne se présentent pas pour la France. Il faut l'envisager à l'échelle mondiale, c'est le rôle que s'est donné «*Le Conseil de la population*» dont le siège est à New-York, et auquel le *Planning familial* est adhérent au titre de la branche française.

Après étude de la question, il nous apparaît que le meilleur moyen de parvenir à cette régulation des naissances est, non une propagande sur ce sujet propre, qui n'intéressera qu'une minorité mais un programme général du développement de la famille, qui touchera un nombre beaucoup plus important de personnes.

C'est l'organisation de cette campagne (n'isolant pas le problème des naissances de son contexte) qui permettra la maturation des esprits et qui ne pourra être efficace que sur des esprits ayant atteint cette maturation.

M. L. - Sans partager votre, optimisme en ce qui concerne les problèmes qui se posent à notre pays, et les solutions qui leur sont apportées, j'en viendrais à la seconde partie de cette interview, concernant non plus l'idéologie, mais l'organisation et le fonctionnement du *Planning familial*.

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Notre mouvement fonctionne selon le mode fédéraliste. L'effort de notre congrès est précisément la décentralisation. En conséquence nous laissons à chaque centre son caractère propre, ne maintenant entre les uns et les autres que le contact indispensable, et ne les soumettant qu'aux règles essentielles découlant du but et de l'idéologie du planning, lesquels sont placés sous la sauvegarde du conseil d'administration.

M. L. - Quels sont vos projets en vue de faire connaître votre mouvement et de permettre son développement ?

Doctoresse LAGROUA WEILL-HALLÉ. - Dans l'état actuel des choses, nous n'essayons pas de faire

une publicité trop grande à nos activités, car si le public y faisait largement écho, nous ne serions pas à même d'y faire face.

En effet, cela impliquerait le fonctionnement de nombreux centres, disposant de cadres qui ne peuvent être formés du jour au lendemain.

Nous avons aujourd'hui plus de 100 stagiaires mais qui ne pourront entrer en activité du jour au lendemain, car il leur faut acquérir outre une certaine pratique, une profonde psychologie.

M. L. - Je comprends fort bien vos difficultés et la crise de croissance que subit votre mouvement, mais je m'étonne que le *Planning* comprenant quelque 70 centres et une ville comme Rouen en comptant 3, Paris et la région parisienne ne disposent que d'un local. Il pourrait sembler que ce soit précisément dans la capitale que les problèmes invoqués par vous se posent le moins, puisque c'est le lieu de la plus grande concentration et où se fixe le plus grand nombre de compétences.

L'insuffisance du *Planning* sur ce point est capitale, car la nécessité de se rendre au cœur de Paris, rebute de nombreuses personnes qui n'hésiteraient pas à consulter un centre plus proche de leur domicile.

Doctoresse Lagroua WEILL-HALLÉ. - Comme vous pouvez le penser un pareil état de choses ne nous a pas échappé, mais nous nous heurtons alors à un autre écueil, celui des locaux, quasi introuvables du fait de la crise de logement.

Pour pallier dans une certaine mesure, les inconvénients que vous invoquez, nous avons dissocié le local du comité national et celui de Paris et de sa banlieue, qui se trouvaient autrefois réunis à notre siège de la rue des Colonnes. C'est là un premier pas.

De plus, nous avons à l'étude un projet de permanences de quartiers qui, assurées à jours fixes, soulageraient notre centre.

Enfin nous envisageons l'ouverture d'une vingtaine de points de chute dans la région de Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne.

Mais, je vous le répète, dans le domaine administratif comme dans le domaine idéologique, nous voulons agir avec la plus grande prudence, sans perdre de vue l'efficacité et la réalité et sans nous lancer dans le risque de ne pouvoir répondre au programme que nous nous sommes fixé.

Interview réalisé par Maurice LAISANT.
